

SOFIANE DJILALI AU SOIR D'ALGÉRIE :

«L'Histoire ne vous le pardonnera pas, Monsieur le Président»

Le président de Jil Jadid, Sofiane Djilali, doute fort que celui qui n'a pas dit «bonjour», au peuple algérien depuis l'an 2012, soit capable de rédiger ou du moins dicter un texte aussi long que celui rendu public par la présidence de la République. Il se pose d'ailleurs cette question, à savoir «s'il n'y a pas eu depuis déjà quelques mois, une usurpation de fonction... c'est-à-dire, des personnes qui parlent, rédigent et s'expriment à la place du président de la République».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le président de Jil Jadid, pris en aparté, hier lors d'une conférence commune du groupe des 20 (partis politiques), considère que le communiqué du président de la République arrive quelque peu en retard et se demande pourquoi Abdelaziz Bouteflika n'a pas intervenu immédiatement après la sortie médiatique et l'attaque insensée contre la sécurité nationale du pays.

Tout en déplorant cette attitude, il rappelle que «le président de la République est président d'honneur du FLN, et pas seulement puisqu'il a les prérogatives de réunir le Congrès national de ce parti, et qu'il a donc un pouvoir effectif supérieur à celui du SG du FLN...». Dans ce cas, estime-t-il, «nous pouvons dire qu'il a, au

moins, laissé faire». C'est ce qui amène Sofiane Djilali à émettre deux suppositions.

La première : «soit il n'est pas au courant de ce qui se passe, et de ce fait, il n'assume plus ses fonctions et c'est l'article 88 de la Constitution qui doit être appliqué». Dans ce cas, tranche-t-il : «l'histoire du quatrième mandat est définitivement clause».

La deuxième : «ou alors il est conscient de ce qui se fait et c'est avec son accord du moins tacite, qu'il a entraîné le pays dans cette crise». Il considère à ce propos, qu'Abdelaziz Bouteflika «devrait libérer le pays, rentrer chez lui définitivement, et laisser l'Algérie construire son avenir».

Sur la question de savoir si ce n'est pas l'entourage du président qui est derrière tous ces amalgames, il dira : «nous avons

vu durant ses 15 années de règne, sa grande faiblesse dans le choix des hommes constituant son entourage, et il a systématiquement fait fausse route en choisissant des Chakib Khelil et Amar Saâdani... C'est à lui de les assumer devant le peuple et l'opinion publique. C'est lui le responsable, et il se trouve qu'il veut rester président jusqu'à la fin de sa vie», Ce à quoi il conclut : «l'histoire ne vous le pardonnera pas M. le Président».

Mais cela n'exclut pas aux yeux du président de Jil Jadid que c'est réellement Abdelaziz Bouteflika, le rédacteur du communiqué : «j'ai de grands doutes que ce soit lui qui a rédigé ou du moins dicté le communiqué, mais celui qui a dû le faire à sa place a engagé pleinement la responsabilité du chef de l'Etat».

La preuve, soutient-il : «M. Bouteflika n'a pas été capable de dire depuis 2012 bonjour aux Algériens, je le vois donc mal rédiger ou dicter un texte aussi long».

Ce qui l'amènera encore une fois à dire : «s'il n'y a pas depuis déjà quelques mois, une usurpa-



Sofiane Djilali, président de Jil Jadid.

Photo : Samir Sid

tion de fonction... c'est-à-dire, des personnes qui parlent, rédigent et s'expriment à la place du président de la République».

Enfin, et pour lever tout équivoque il met le chef de l'Etat face à ses responsabilités : «nous aimerions bien que la présidence de la République nous fournisse la preuve que c'est Abdelaziz

Bouteflika qui gère l'Algérie et non pas quelqu'un d'autre à sa place.» Pour lui, cette preuve ne peut être qu'une apparition et un discours public, car un communiqué ne fait pas foi en ces temps troubles, à plus forte raison qu'il peut être rédigé par n'importe qui».

M. M.

RÉUNION DU BUREAU POLITIQUE DU FLN

Saâdani fait profil bas

Le secrétaire général du Front de libération nationale a réuni, hier, le Bureau politique pour «se féliciter» des décisions prises par le chef de l'Etat dans la lettre rendue publique mardi.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Amar Saâdani a visiblement perdu de sa verve. Plus question de parler en sa qualité de secrétaire général du FLN. L'homme préfère désormais s'exprimer dans le cadre collégial du Bureau politique.

C'est précisément ce qui s'est produit, hier, au terme d'une réunion de deux heures de cette

instance. La rencontre a été sanctionnée par un simple communiqué.

«Après étude des derniers événements de la scène politique (le Bureau politique), note avec satisfaction la teneur de la lettre du président du parti, président de la République, le moudjahid Abdelaziz Bouteflika à l'occasion de la Journée du chahid qui visait

à rassurer et à soutenir les institutions, et à appeler tout le monde à faire preuve de vigilance et à n'offrir aucune occasion aux adversaires», lit-on dans ce communiqué distribué à la presse.

Les membres du BP ordonnent aux cadres et militants du parti «d'appliquer le contenu de cette lettre» afin que «l'élection présidentielle soit une fête qui permettra au peuple algérien de s'exprimer dans un climat de calme et de confiance».

Par ailleurs, Amar Saâdani et

les membres du Bureau politique ont abordé la question de la campagne électorale en faveur de leur candidat Abdelaziz Bouteflika de manière très «superficielle».

«Nous adressons nos salutations et remerciements à l'ensemble des militants pour leur conscience à propos de l'importance que revêt cette étape et leur fidélité au parti, à sa direction et à leur réaction en faveur de la candidature du moudjahid, le Président Abdelaziz Bouteflika à un nouveau mandat.» Le com-

munié ne fait aucune référence aux opérations de préparation de la campagne électorale.

T. H.

ABDERRAZAK MOKRI : «C'est un peu trop tard»

Le président du MSP, Abderrazak Mokri, trouve que le communiqué du président de la République vient quelque peu tardivement après que les tiraillements au sommet de l'Etat ont atteint une situation alarmante.

Il considère, à ce propos, que le président de la République «a pris tout son temps, pour enfin s'exprimer sur des conflits, auxquels il aurait pu mettre fin immédiatement». Il estime, également, qu'un président «ne se permet pas de laisser les choses s'envenimer à ce point, et surtout qu'il ne doit pas laisser les institutions de l'Etat subir de telles secousses».

Ce à quoi, Abderrezak Mokri conclut, qu'il y a eu quelque part «un compromis, après qu'on ait eu recours à des outils et moyens non transparents et antidémocratiques».

D'où, conclut-il, «le communiqué du Président». Une démarche, juge-t-il, enfin «qui ne rend pas service à la nation».

M. M.

IL ÉTAIT HIER À AÏN DEFLA

Sellal en campagne ouverte

C'est un Abdelmalek Sellal en campagne ouverte pour le quatrième mandat qui est revenu à la charge, hier mercredi, à partir de Aïn Defla où il était en visite officielle : «Le peuple algérien sait très bien où se trouve son intérêt. Il ne renoncera jamais à la stabilité et la paix.»

De notre envoyé spécial à Aïn Defla, Kamel Amarni

Comme à Mila, samedi dernier, le Premier ministre a consacré entièrement son intervention, devant les «représentants de la société civile» à Aïn Defla aux seules «préoccupations» d'ordre national.

Il «frappera» d'emblée avec l'un de ses thèmes favoris : «Les habitants de Aïn Defla ont beaucoup souffert de la décennie du terrorisme et savent par ailleurs très bien à qui revient le mérite d'avoir restauré la paix et la réconciliation.» Inutile de préciser de qui il s'agit, bien sûr ! Puis,

Sellal tiendra à faire son «propre témoignage», quant «aux grands changements connus par l'Algérie depuis quelques années». Il cite sa propre expérience en tant que commis de l'Etat : «Personnellement, je suis au service de l'Etat depuis 1974. Et je peux témoigner que ce que nous avons connu ces dernières années a transformé l'Algérie de manière profonde et dans tous les domaines.» Il enchaîne aussitôt après : «Le peuple algérien est intelligent et sait très bien où se trouve son intérêt. Il ne renoncera jamais au choix de la stabilité et de la paix.» Pour mieux se

faire comprendre, et à moins de deux mois de la présidentielle du 17 avril 2014, le Premier ministre lâchera cette phrase lourde de sens : «Le peuple algérien est souverain et nul ne peut lui imposer son choix.» Il s'agit là, tout bonnement de l'argument que répètent de manière constante, tous les partisans de Abdelaziz Bouteflika, pour contourner l'écueil du handicap majeur : l'état de santé du futur candidat à sa propre succession.

Sellal reprendra, par ailleurs, quelques idées fortes de la fameuse lettre de Bouteflika de mardi dernier. «Nul n'a le droit de semer la zizanie dans le pays. La démocratie ne signifie nullement s'adonner à des actes attentatoires à la stabilité.»

Mais plus clairement aussi, il assène : «Le peuple algérien a

confié son destin à l'homme de la réconciliation.»

Il s'agit là d'un autre message électoraliste qui ne souffre aucune ambiguïté ! Il faut dire que tout le discours du Premier ministre se voulait une sorte de «bilan-programme» de Bouteflika.

Il citera «le développement extraordinaire qu'ont connu toutes les régions du pays», les «grands acquis dont a bénéficié la femme algérienne grâce aux réformes politiques du Président Bouteflika», entre autres.

Avant de conclure : «Au plan économique, nous avons tous les atouts pour un vrai décollage. Pour peu qu'on en finisse définitivement avec la culture du désespoir et du nihilisme.» En d'autres termes, Sellal évoque, là, un programme d'avenir...

K. A.